

LONDRES, août 1986

La réunion de Nassau a été suivie d'une réunion de moindre envergure à Londres. À cette occasion, sauf la Grande-Bretagne, tous les gouvernements présents (Canada, Australie, Bahamas, Inde, Zambie et Zimbabwe) ont convenu de prendre d'autres mesures. Ces dernières comprenaient l'interdiction de nouveaux investissements en Afrique du Sud, de la promotion du tourisme dans ce pays ainsi que de l'importation de produits agricoles, d'uranium, de charbon, de fer et d'acier en provenance de cet État.

Mesures prises par le Canada

Le Canada est même allé plus loin et a annoncé que le gouvernement ne signerait plus de contrats avec des sociétés à participation sud-africaine majoritaire, que l'interdiction volontaire d'octroyer de nouveaux prêts bancaires à l'Afrique du Sud s'appliquerait au secteur privé autant qu'au secteur public et enfin que les services consulaires seraient interrompus en Afrique du Sud.

VANCOUVER, octobre 1987

L'année qui s'est écoulée entre les réunions de Londres et le Sommet de Vancouver a été marquée par une recrudescence de la répression en Afrique du Sud à la suite de la déclaration de l'état d'urgence. La réaction internationale s'est manifestée sur un large front : les États-Unis ont adopté une loi anti-apartheid en octobre 1986, la CEE a annoncé l'imposition de sanctions en septembre 1986, et les pays nordiques ont décrété un boycottage presque total en décembre.

La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver s'est terminée par la Déclaration de l'Okanagan et la création du programme d'action concernant l'Afrique australe. Dans cette déclaration, le Commonwealth réaffirme que l'apartheid doit être démantelé pour éviter une tragédie plus grande encore. Les chefs de gouvernement n'ont pas imposé de nouvelles sanctions, mais, à l'exception de la Grande-Bretagne, ils ont reconnu "qu'une application plus large, plus stricte et plus rigoureuse" des sanctions doit demeurer une partie essentielle de la réponse de la communauté internationale contre l'apartheid. Les chefs de gouvernement ont également créé un Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe, composé du Canada, de l'Australie, de Guyana, de l'Inde, du Nigeria, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe, et présidé par M. Joe Clark.